

## REPÈRES

## LA CRISE MALIENNE

● **22 mars** : Coup d'État à Bamako. Une junte militaire renverse le président Amadou Toumani Touré, l'accusant d'incompétence dans la lutte contre la rébellion touarègue et les groupes islamistes qui progressent dans le nord du pays depuis janvier sans rencontrer de résistance. Un gouvernement de transition se forme.

● **1<sup>er</sup> avril** : Profitant du désordre au sommet de l'État malien, des rebelles s'emparent de Gao et de Tombouctou, achevant la conquête du Nord.

● **6 avril** : Le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) proclame l'indépendance de l'Azawad. Le Mali est désormais coupé en deux.

● **12 avril** : Le président de l'Assemblée, Dioncounda Traoré est investi président par intérim pour une période de 40 jours. Il nomme ensuite cheikh Modibo Diarra premier ministre de transition.

● **21 mai** : Dioncounda Traoré est violemment agressé dans son palais par des manifestants opposés à son maintien au pouvoir pour une période de transition d'un an. Peu avant son agression, il avait fait part de son opposition à la proposition de l'ex-junte d'organiser une convention nationale pour choisir le président de transition. Il est transféré à Paris pour y suivre des soins médicaux.

● **26 mai** : Annonce de la fusion du MNLA avec les islamistes d'Ansar Dine en un Conseil transitoire de l'État islamiste de l'Azawad.

● **1<sup>er</sup> juin** : Le MNLA rejette finalement l'accord de fusion avec les islamistes d'Ansar Dine

● **8 juin** : L'Union africaine demande au Conseil de sécurité de l'ONU son appui pour une intervention militaire au Mali.

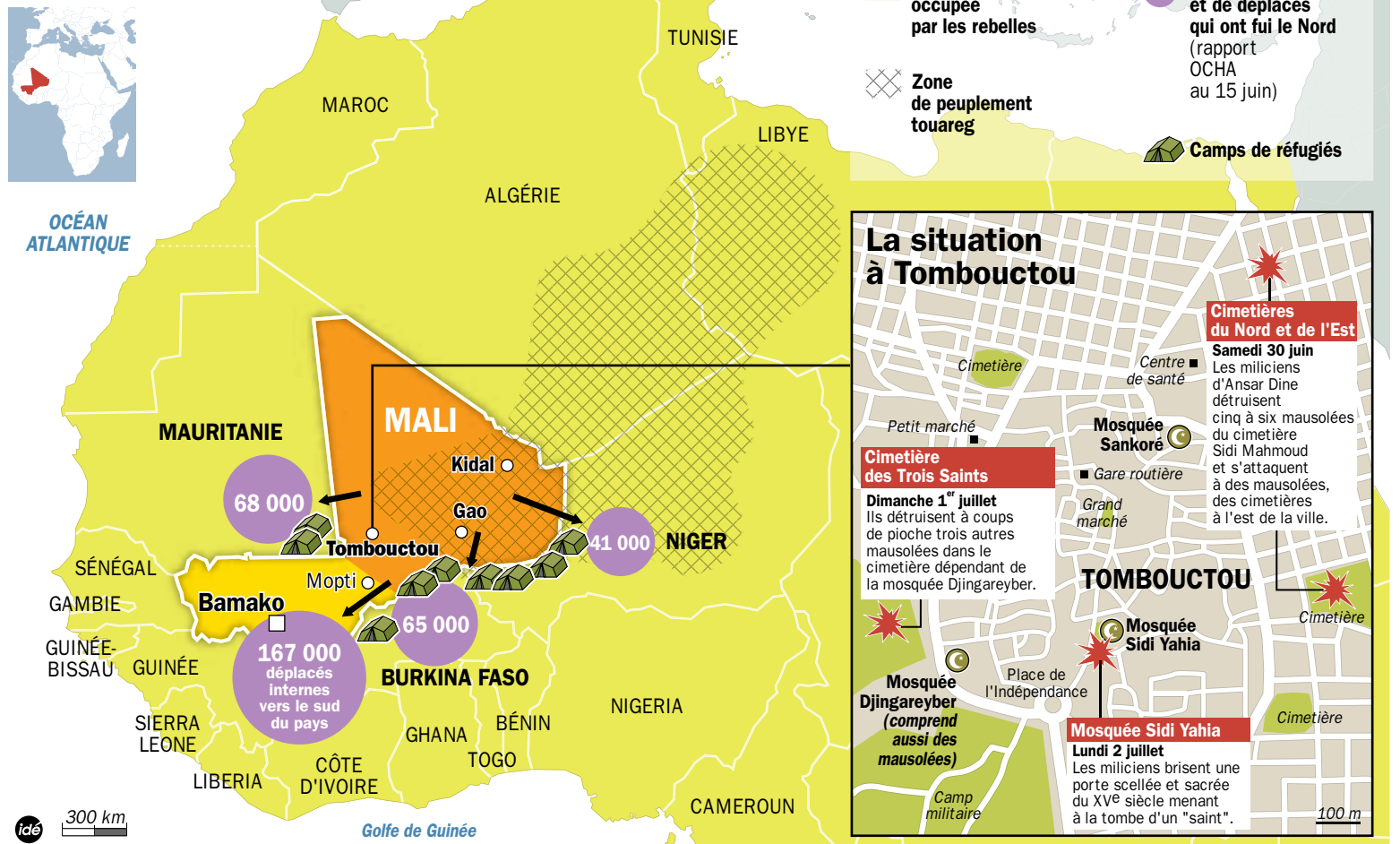
● **27 juin** : Le MNLA fuit Gao à la suite de violents affrontements avec le Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest (Mujao). Après Kidal et Tombouctou, le MNLA perd son dernier bastion dans le nord.

● **28 juin** : L'Unesco place Tombouctou – « La cité des 333 Saints » – sur la liste du patrimoine mondial en péril.

● **30 juin** : Des islamistes annoncent la destruction de tous les mausolées de Saints musulmans de Tombouctou.

● **2 juillet** : Les islamistes d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) et leurs alliés minent les alentours de la ville de Gao. Ils sont accusés d'empêcher la population de quitter le Nord-Mali.

## Le Mali, un pays coupé en deux



# La déstabilisation du nord du Mali menace tout le Sahel

► Les groupes islamistes djihadistes qui ont pris le contrôle de la région touarègue imposent une version extrême de la loi islamique. ► Plus de 300 000 personnes ont été déplacées au sud du pays ou dans les États voisins. ► Les spécialistes craignent une contagion à d'autres pays du Sahel.

## Quelle est la situation dans le nord du Mali ?

Les régions de Kidal, Gao et Tombouctou, dans le nord du Mali, échappent totalement au contrôle de Bamako depuis le début du mois d'avril. Ces trois régions sont passées entre les mains de trois groupes islamistes djihadistes : Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), Ansar Dine et le Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest (Mujao).

Le plus ancien de ces mouvements, Aqmi, est d'origine algérienne. Il est connu pour ses enlèvements d'Occidentaux, qu'il échange contre de fortes rançons. Aqmi est surtout présent à Kidal.

Le Mujao est un mouvement né d'une scission avec Aqmi en octobre 2011. Après avoir chassé les indépendantistes touaregs du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) la semaine dernière à Gao, il contrôle cette ville du nord-est du Mali.

Enfin, Ansar Dine est une dissidence islamiste du MNLA. Il est plu-

tôt implanté à Tombouctou, où il vient de détruire des mausolées de saints musulmans au nom de la lutte contre l'« idolâtrie ». Ces trois groupes poursuivent le même but : instaurer une loi islamique rigoriste et intolérante dans l'ensemble du Mali. Jusqu'à présent, ils agissent de concert.

## Il n'y a plus de chrétiens dans le nord du pays.

Le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) est, lui, en déroute. Délogé de Gao, il s'est replié au nord de Kidal et vers la Mauritanie. Selon nos informations, tous les Touaregs soupçonnés d'être membres ou d'être sympathisants du MNLA sont arrêtés et emprisonnés par les islamistes à Gao et à Tombouctou, depuis la fin de la semaine dernière.

## Quelle est la nouvelle donne religieuse ?

Kidal, Gao et Tombouctou vivent sous le régime d'une version extrême de la charia, la loi islamique. Tout ce qui est considéré comme impur est interdit : télévision, cigarettes, football, mixité dans les transports ou sur le marché... Les femmes doivent se couvrir le corps lorsqu'elles quittent leur foyer. Les destructions des mausolées de Tombouctou par Ansar Dine et de la porte sacrée de la mosquée de Sidi Yahia ont été justifiées au nom de la lutte contre l'idolâtrie.

Il n'y a plus de chrétiens dans le nord du pays. Pour la première fois depuis l'implantation de l'Église catholique à Gao, il y a cent ans, les catholiques ont dû fuir la ville et leurs lieux de culte, leurs réalisations ont été pillées et saccagées.

## Quelle est la situation humanitaire dans le nord du Mali ?

Sur les cartes des organisations humanitaires, cette région est en rouge. Ce qui indique « une insuffisance grave de l'accès à l'alimentation assortie d'une mortalité excessive, d'une malnutrition très élevée et d'une perte des moyens d'existence » – le dernier stade avant la famine. Les prix des céréales sur les marchés ne cessent d'augmenter, l'eau potable se faire rare, le commerce tourne au ralenti. « En cette période de soudure, les gens n'ont plus d'autre choix que de s'alimenter avec les semences prévues pour les plantations de juillet », constate Marc Vaernewyck, directeur du programme Mali pour Handicap International.

Pour autant, les rares hôpitaux qui continuent de fonctionner n'observent pas d'afflux massifs d'enfants affamés. « Les densités de population sont faibles, rappelle un autre travailleur humanitaire. Beaucoup sont partis. Mais on manque de visibilité. » Dans cette zone difficile d'accès, l'aide humanitaire s'organise lentement autour d'une poignée d'acteurs : Médecins sans frontières, Alima, le Comité international de la Croix-Rouge, Médecins du

monde, Handicap International et Solidarités. Les secours arrivent plus facilement auprès des 167 000 personnes qui se sont déplacées au sud ou des 174 000 réfugiés dans les pays voisins.

## Que se passe-t-il à Bamako ?

Le 22 mars, le président Amadou Toumani Touré était renversé sans résistance par des militaires maliens, à quelques semaines de la fin de son mandat. Les putschistes protestaient contre la progression fulgurante des rebelles dans le Nord et l'absence de réaction de l'État. Trois mois ont passé. Les islamistes ont renforcé leur position, le désordre institutionnel règne à Bamako et les autorités, très critiquées, affichent leur impuissance.

Si le gouvernement de transition a officiellement repris les commandes du pays en avril, les ministres restent dépendants de la junte. « Ce gouvernement composé de techniciens n'est sans doute pas assez représentatif des forces politiques du pays, note un observateur étranger. Les États voisins souhaiteraient qu'il s'ouvre à d'autres partis et d'autres acteurs de la société civile. »

Malgré l'incertitude, l'Assemblée a prolongé son mandat, les administrations gardent leurs portes ouvertes et les fonctionnaires sont payés en temps et en heure. « Les autorités ont débloqué des subventions pour acheter des céréales, rapporte un enseignant à Bamako. Elles veulent maintenir le calme » ●●●



●●● et l'apparence de la normalité. Même la télévision ne parle guère de la crise. Les ressortissants du Nord ont l'impression qu'on les oublie. »

## Quelle est la position de la communauté internationale ?

Les pays de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) sont de plus en plus inquiets devant l'impuissance des autorités maliennes. Ils brandissent depuis trois mois la menace d'un recours à la force. Très actifs aux Nations unies, ils défendent auprès du Conseil de sécurité le vote d'une résolution autorisant une intervention militaire étrangère. C'est le sens du texte présenté par la France et qui devrait être discuté aujourd'hui en séance à New York. Mais l'unanimité affichée s'arrête là.

Entre les États d'Afrique de l'Ouest, les avis divergent sur la finalité d'une opération : renforcer les institutions à Bamako ou s'attaquer aux rebelles au Nord. Autre interrogation, la faisabilité d'une telle mission. Dépêcher les troupes de la Cedeao pour combattre les islamistes au nord n'est pas envisageable à court terme. Or, ni les Américains ni les Européens n'envisagent d'envoyer leurs soldats combattre au Sahel. Dernier obstacle, la principale puissance militaire dans la région, l'Algérie rechigne à l'idée d'une intervention internationale si près de ses frontières.

## La crise malienne peut-elle s'étendre à d'autres pays du Sahel ?

C'est la grande inquiétude du moment. Faiblesse des États environnants, montée de la contestation sociale, prolifération des armes qui profitent aux mouvements rebelles, actions de déstabilisation exercées par des islamistes de plus en plus nombreux... les facteurs de déstabilisation sont nombreux. Pour un des spécialistes de la zone, l'effondrement du Mali, pays modèle de la zone,

## Dépêcher les troupes de la Cedeao pour combattre les islamistes au Nord n'est pas envisageable à court terme.

risque d'en entraîner d'autres. Et le prochain sur la liste est selon lui « le Burkina Faso ». L'année dernière, son président, Blaise Compaoré, a dû faire face à une violente contestation de son armée. Son assise populaire est faible.

La Mauritanie est pour sa part ciblée par Aqmi, et la légitimité du gouvernement est contestée par la rue. Sans grande défense contre les mouvements islamistes venus des pays voisins (Mali et Nigeria), le Niger est confronté à la question touarègue au Nord.

Intervenant la semaine dernière à une table ronde organisée par la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (Ferdi), Jean-Michel Séverino, ancien directeur général de l'Agence française de développement, n'y allait pas par quatre chemins : « À la question : est-ce que le Sahel peut devenir un nouvel Afghanistan, je réponds : ce sera pire que l'Afghanistan. »

LAURENT LARCHER et OLIVIER TALLÈS

## ENTRETIEN ALPHA CONDÉ, président de la Guinée

# « Toute l'Afrique est concernée »

► Pour le président guinéen, c'est à l'Union africaine de résoudre la question malienne, avec le soutien de la communauté internationale.

► Il a rencontré le président François Hollande.

**Le passage du Nord-Mali sous domination islamique est-il le début d'une contagion qui va gagner l'Afrique subsaharienne ?**

**Alpha Condé :** Je ne pense pas. L'islam de l'Afrique de l'Ouest est un islam tolérant qui n'a rien à voir avec l'intégrisme musulman de type salafite que l'on vient de voir surgir dans le Nord-Mali. On n'a jamais interdit aux gens d'avoir leur propre religion. En Guinée, pays laïque, il ne vient à l'esprit de personne de combattre les forêts sacrées. Ce qui se passe dans le Nord-Mali est extérieur à la culture africaine.

**Pourtant, la charia a déjà été adoptée par une douzaine d'États du nord du Nigeria, le pays le plus peuplé d'Afrique.**

**A. C. :** Les intégristes musulmans de Boko Haram sont soutenus et utilisés par des hommes politiques du Nord pour affaiblir le pouvoir du président sudiste Goodluck Jonathan. Ce qui se passe au Nigeria est d'abord politique. Et il n'y a pas de charia au Tchad, en Guinée, au Sénégal...

## VU DE FRANCE

# Un sujet de préoccupation aussi majeur que la crise syrienne

► Paris redoute de voir les islamistes s'implanter durablement dans le nord du Mali.

► François Hollande reçoit cette semaine plusieurs chefs d'État africains.

La crise malienne est prise très au sérieux par le président Hollande. Elle est même devenue un sujet de préoccupation majeur, au même titre que la crise syrienne. Paris redoute de voir s'implanter durablement dans le nord du Mali des islamistes en capacité de recruter, former, entraîner et armer de nouveaux partisans. Ce qui multiplie les risques de les voir s'en prendre à l'État malien, aux États voisins, et à la France.

L'Élysée constate que ces islamistes s'en prennent déjà aux intérêts de la France depuis qu'ils enlèvent ses ressortissants et menacent les activités d'Areva au Niger et en Centrafrique. Pire, la perspective d'attaques conduites par ces islamistes sur le sol français est désormais prise en compte par Paris. « Notre détermination sera totale pour empêcher des groupes comme Aqmi de constituer, dans le nord du

**Le président sénégalais, Macky Sall, a affirmé la semaine dernière que des Sénégalais avaient rejoint les rangs des islamistes...**

**A. C. :** Ce sont des mercenaires isolés. Il y aurait aussi des Ivoiriens, mais ce sont des anciens combattants non désarmés, qui agissent pour de l'argent. Pas pour des raisons religieuses.

**Certains disent que les islamistes du Nord-Mali sont un paravent pour les narcotrafiquants...**

**A. C. :** Ils s'aident mutuellement. Le trafic de drogue passe par la Guinée-Bissau avant de remonter vers l'Afrique du Nord par le Sahel.

**Après le Mali, pensez-vous que d'autres États puissent s'effondrer ? Certains parlent du Burkina Faso...**

**A. C. :** Je ne peux pas porter des appréciations sur les autres pays. La vraie solution à ce péril s'appelle développement économique et social.

**Cette crise peut-elle toucher votre pays ?**

**A. C. :** Nous avons une très grande frontière avec le Mali. Le Mali et la Guinée, c'est le même peuple. Nous ne craignons pas d'être déstabilisés par l'arrivée des réfugiés maliens. Mais nous ne pouvons pas accepter la scission du pays, l'exercice du coup d'État comme pratique du pouvoir.

*Mali, des bastions du terrorisme international qui menacent la paix et la prospérité de l'ensemble de la région, comme notre propre sécurité», a ainsi souligné mardi le premier ministre, Jean-Marc Ayrault, dans son discours de politique générale.*

## La perspective d'attaques conduites par ces islamistes sur le sol français est prise en compte par Paris.

Pour François Hollande, il y a urgence à trouver des solutions pour empêcher la crise malienne de s'aggraver. « Il veut placer cette question à l'ordre du jour de l'agenda international. Il en a parlé directement avec tous ses grands interlocuteurs internationaux : États-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne, Canada », explique un proche du président.

Le dossier malien est inscrit sur la liste des sujets abordés avec les trois présidents africains reçus à l'Élysée cette semaine : le Guinéen Alpha Condé (lundi), le Gabonais Ali Bongo (aujourd'hui), et le Sénégalais Macky Sall (vendredi). Dans

Nous n'acceptons pas que des Maliens ne puissent plus vivre comme ils l'entendent, ne puissent plus porter de jeans, jouer au football. Nous refusons de voir nos sœurs du Nord obligées de se couvrir l'ensemble du corps pour sortir. Nous ne pouvons pas tolérer que l'on détruise les mausolées et les mosquées historiques de Tombouctou, que l'on saccage les trésors et le patrimoine de l'Afrique au nom d'une lecture de l'islam étrangère à nos traditions et à notre histoire.

C'est pourquoi nous sommes décidés à envoyer des troupes au Mali. Actuellement, nous avons mobilisé des forces prépositionnées. Elles sont entraînées par l'armée française. C'est une illusion de chercher à négocier avec les mouvements terroristes. En revanche, on peut discuter avec le MNLA, le mouvement indépendantiste touareg.

**Qui doit agir ?**

**A. C. :** L'Union africaine (UA). La crise malienne dépasse le champ géographique de la Cedeao. Elle touche aussi la Mauritanie, l'Algérie et le Tchad. Si le Sahara devient, sous les coups des islamistes, un nouvel Afghanistan, c'est tout le continent qui sera déstabilisé. Toute l'Afrique est concernée. Nous voulons obtenir une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies. Il faut réunir l'ensemble des forces politiques du Mali, leur don-



KENZO TRIBOUILLARD/AFP

ner les moyens de discuter afin qu'elles mettent en place ce gouvernement d'union nationale. Les troupes de l'Union africaine épauleront ensuite l'armée malienne dans la reconquête du nord.

**Quel rôle pour la France et le reste de la communauté internationale ?**

**A. C. :** Il est immense. Nous ne voulons pas qu'ils interviennent militairement au sol. Mais nous attendons de leur part un soutien logistique, du renseignement et un appui aérien. Si le Conseil de sécurité donne son accord, je crois que la France nous aidera sans problème. Pour nous, il ne s'agit pas seulement de libérer le territoire malien des islamistes, mais de les chasser du Sahara. Il nous faudra du temps et des moyens.

**L'Algérie, au nord, ne semble pas décidée à agir...**

**A. C. :** Elle ne pourra pas rester trop longtemps dans cette position attentiste. Al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi), le Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest (Mujao) s'en prennent aussi à ses intérêts.

RECUEILLI PAR  
L. L.

## PAROLES ALAIN CLAUDE BILIE BY NZE

Ministre conseiller politique et porte-parole du président gabonais Ali Bongo

## « Les armes prolifèrent dans toute l'Afrique »

« Nous sommes inquiets de la prolifération des armes dans la bande sahélienne, mais aussi dans toute l'Afrique. Ces armes, puisées en Libye à la suite de la guerre conduite par les Occidentaux, ont renforcé les mouvements rebelles. Le Mali en est la première victime. Même le Gabon n'est pas épargné. Chez nous, ce sont les braconniers, les chercheurs d'or illégaux qui se sont dotés d'armes de guerre pour chasser les éléphants ou extraire de l'or.

Par ailleurs, avec la crise malienne, nous avons découvert un danger que nous n'avions pas vu venir : l'implantation d'un islamisme radical en Afrique. Pour nous, l'émergence des islamistes dans le nord du Mali n'est pas un accident. Il manifeste cette diffusion de l'intégrisme musulman que l'on voit en action au Nigeria avec Boko Haram ou dans les pays touchés par le printemps arabe. »

L. L.

RECUEILLI PAR L. L.